

Déposée le 21 avril 2022

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

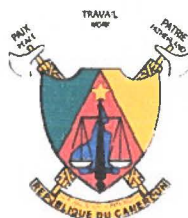
Paix - Travail - Patrie

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

DIVISION DE LA LÉGISLATION
ET DES RELATIONS FISCALES INTERNATIONALES

CELLULE DES RELATIONS FISCALES INTERNATIONALES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

DIRECTORATE GENERAL OF TAXATION

DIVISION OF LEGISLATION AND INTERNATIONAL FISCAL
RELATIONS

INTERNATIONAL FISCAL RELATIONS CELL

Nous transmettons par la présente les réserves et les notifications du Cameroun pour le dépôt de l'instrument de ratification de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices du 7 juin 2017.

CAMEROUN

Statut de la liste des réserves et des notifications au moment du dépôt de l'Instrument de ratification.

Ce document contient la liste des réserves et des notifications formulées par le **Cameroun** au moment du dépôt de l'instrument de ratification conformément aux articles 28(5) et 29(1) de la Convention.

Article 2 – Interprétation des termes***Notifications - Conventions fiscales couvertes par cette Convention***

En vertu de l'article 2(1) (a) (ii) de la Convention, le Cameroun souhaite que les conventions suivantes soient couvertes par la Convention:

Nu	Titre	Autre Juridiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
1	Convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Cameroun tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre	France	(a) Original	21-10-1976	19-07-1978
			(b) Instrument subséquent	31-03-1994	01-02-1997
			(c) Instrument subséquent	28-10-1999	01-01-2003
2	Convention entre le Canada et la République du Cameroun visant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Canada	Original	26-05-1982	16-06-1988
3	Convention entre la République de Tunisie et la République du Cameroun tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu	Tunisie	Original	26-03-1999	10-05-2006
4	Convention entre la République du Cameroun et le Royaume du Maroc tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu.	Maroc	Original	07/09/2012	02-07-2019
5	Convention entre le gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le gouvernement de la République du Cameroun tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Afrique du Sud	Original	19-02-2015	13-07-2017
6	Convention entre le gouvernement des Émirats Arabes Unis et le gouvernement de la République du Cameroun tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Émirats Arabes Unis	Original	13-07-2017	N/A

Article 3 - Entités transparentes***Réserves***

En vertu de l'article 3(5)(a) de la Convention, le Cameroun se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 3 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 4 – Entités ayant une double résidence***Réserves***

En vertu de l'article 4(3)(a) de la Convention, le Cameroun se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 5 – Application des méthodes d'élimination de la double imposition***Notification relative aux choix prévus***

En vertu des articles 5(1) et 5(10) de la Convention, le Cameroun par la présente choisit d'appliquer l'Option C.

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes**Pour le Cameroun qui choisit l'Option C:**

En vertu de l'article 5(10) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 5(7). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 23(1) Modèle OCDE
1	France	Article 26(2)(a)
2	Canada	Article 20(3)(a)
5	Afrique du Sud	Article 24(1)(a)(i)
6	Émirats Arabes Unis	Article 24(1)(a)(i)

Article 6 – Objet d'une Convention fiscale couverte***Notification relative aux choix prévus***

En vertu de l'article 6(6) de la Convention, le Cameroun par la présente choisit d'appliquer l'article 6(3).

Notification relative au texte du préambule des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 6(5) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes ne sont pas visées par la réserve prévue à l'article 6(4) et contiennent à leur préambule le texte décrit à l'article 6(2). Les numéros des paragraphes où se trouve le texte pertinent des préambules sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Paragraphe du préambule	Texte du préambule
1	France	2	Désireux d'éviter dans la mesure du possible les doubles impositions [et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les successions, de droits d'enregistrement et de droits de timbre]
2	Canada	1	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
3	Tunisie	1	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu.
4	Maroc	1	Désireux [de promouvoir et de renforcer leurs relations économiques par la conclusion d'une Convention] tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
5	Afrique du Sud	2	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu
6	Émirats Arabes Unis	2	Désireux [de promouvoir leurs relations économiques mutuelles par la conclusion d'une Convention] tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Notification relative aux Conventions fiscales couvertes ne contenant pas le texte du préambule

En vertu de l'article 6(6) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes ne contiennent pas au texte de leur préambule une mention relative à la promotion des relations économiques et à l'amélioration de la coopération en matière fiscale.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
1	France
2	Canada
3	Tunisie
5	Afrique du Sud

Article 8 – Transactions relatives au transfert de dividendes

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 8(4) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 8(1) et non visée par une réserve prévue à l'article 8(3)(b). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 10(2)(a) Modèle OCDE
5	Afrique du Sud	Article 10(2) (a)

Article 9 – Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers***Notification relative aux choix prévus***

En vertu de l'article 9(8) de la Convention, le Cameroun par la présente choisit d'appliquer l'article 9(4).

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 9(7) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 9(1). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 13(4) Modèle OCDE
1	France	Article 16(2)
4	Maroc	Article 13(4)
5	Afrique du Sud	Article 13(4)

Article 10 – Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces***Reserves***

En vertu de l'article 10(5) (a) de la Convention, le Cameroun se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 11 – Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents***Reserves***

En vertu de l'article 11(3) (a) de la Convention, le Cameroun se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 11 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 12 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de *commissionnaire* et autres stratégies similaires

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 12(5) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 12(3) (a). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 5(5) Modèle OCDE
1	France	Article 3(c)
2	Canada	Article 5(4)
3	Tunisie	Article 5(4)(a)
4	Maroc	Article 5(5)(a)
5	Afrique du Sud	Article 5(5)(a)
6	Émirats Arabes Unis	Article 6(8)(a)

En vertu de l'article 12(6) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 12(3)(b). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 5(6) Modèle OCDE
1	France	Article 3(e)
2	Canada	Article 5(5)
3	Tunisie	Article 5(6)
4	Maroc	Article 5(7)
5	Afrique du Sud	Article 5(7)
6	Émirats Arabes Unis	Article 6(10)

Article 13 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions dont bénéficient des activités spécifiques

Notification relative aux choix prévus

En vertu de l'article 13(7) de la Convention, le Cameroun par la présente choisit d'appliquer l'Option A en vertu de l'article 13(1).

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 13(7) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 13(5)(a). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 5(4) Modèle OCDE
1	France	Article 3(b)

2	Canada	Article 5(3)
3	Tunisie	Article 5(3)
4	Maroc	Article 5(4)
5	Afrique du Sud	Article 5(4)
6	Émirats Arabes Unis	Article 6(7)

Article 16 – Procédure amiable

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 16(6) (a) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 16(4)(a)(i). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 25(1) 1 ^{ère} phrase Modèle OCDE
1	France	Article 41(1), 1 ^{ère} phrase
2	Canada	Article 22(1), 1 ^{ère} phrase
3	Tunisie	Article 24(1)
4	Maroc	Article 25(1), 1 ^{ère} phrase
5	Afrique du Sud	Article 26(1), 1 ^{ère} phrase
6	Émirats Arabes Unis	Article 25(1), 1 ^{ère} phrase

En vertu de l'article 16(6)(b)(i) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à l'article 16(1) doit être soumis dans un délai spécifique, inférieur à trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 25(1) 2 ^e phrase Modèle OCDE
2	Canada	Article 22(1), 2 ^e phrase

En vertu de l'article 16(6)(b)(ii) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à l'article 16(1) doit être soumis dans un délai spécifique, d'au moins trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui a entraîné une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 25(1) 2 ^e phrase Modèle
----------------------------------	--------------------------------	--

		OCDE
1	France	Article 41(1), 2 ^e phrase
4	Maroc	Article 25(1), 2 ^e phrase
5	Afrique du Sud	Article 26(1), 2 ^e phrase
6	Émirats Arabes Unis	Article 25(1), 2 ^e phrase

Notification de Conventions fiscales couvertes ne contenant pas des dispositions existantes

En vertu de l'article 16(6)(c)(ii) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes ne contiennent pas une disposition décrite à l'article 16(4)(b)(ii).

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
2	Canada
3	Tunisie

Article 17 – Ajustements corrélatifs

Notification relative aux dispositions pertinentes des Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 17(4) de la Convention, le Cameroun considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 17(2). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition Art. 9(2) Modèle OCDE
3	Tunisie	Article 9(2)
4	Maroc	Article 9(2)
5	Afrique du Sud	Article 9(2)
6	Émirats Arabes Unis	Article 10(2)